

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) est affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux violences armées, aux tensions intercommunautaires et à des désastres (inondations, incendies). Après une montée de la crise pendant la période électorale de fin 2020, la situation sécuritaire est restée volatile jusqu'au premier semestre 2023 marquée par des affrontements militaires sporadiques entre les Forces Armées Centrafricaines (FACA) (appuyées par leurs alliés) et les groupes armés non-étatiques luttant pour le contrôle des territoires. Ces violences armées continuent à engendrer de nouveaux déplacements dans le pays, surtout au niveau des axes. De surcroît, la crise civilo-militaire soudanaise ayant éclaté à partir de mi-avril 2023 a impacté la RCA avec le retour de rapatriés centrafricains et l'arrivée de réfugiés et demandeurs d'asile soudanais dans la zone frontalière avec le Soudan et le Tchad.

En réponse aux crises complexes en RCA, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie, depuis décembre 2013, la Matrice de suivi des déplacements, (*Displacement Tracking Matrix en anglais*, DTM), un outil qui collecte des données sur les tendances de déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels des populations affectées par les crises. A travers sa composante du suivi des déplacements, la DTM met à jour les tendances de déplacements en collectant des informations auprès d'informateurs clés (autorités locales, représentants de déplacés) au sein des localités et sites d'accueil des déplacés internes et retournés. Ces informations sont partagées avec la communauté humanitaire afin d'informer les programmes de réponse stratégiques et opérationnels.

Ce tableau de bord présente les dynamiques de déplacements et de retours à l'échelle nationale. L'évaluation a été réalisée dans 4 200 localités de présence des PDI et / ou retournés et 78 sites de déplacement. La collecte de données s'est tenue entre le 01er mai et le 08 juin 2023 dans les 16 préfectures du pays en plus de la capitale Bangui.

Nombre de localités évaluées **4 200¹**

Nombre de sites ayant un gestionnaire évalués **59**

Nombre de lieux de regroupement (autogérés) évalués² **19**

Individus déplacés internes (PDI)³



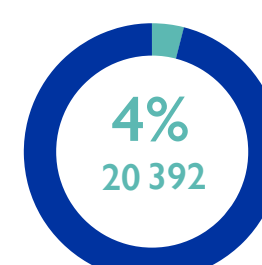
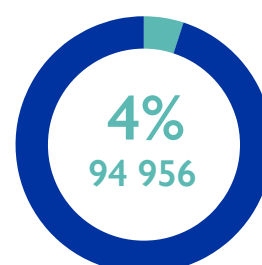
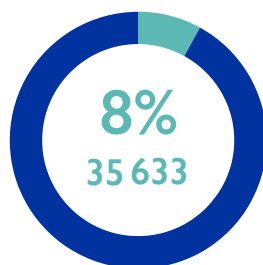
Individus retournés internes



Individus retournés de l'étranger



Pourcentage et nombre de PDI et retournés répertoriés en 2023 (entre janvier et mai 2023) :



Principales causes de déplacement des PDI et de retour de la majorité des retournés :

Motifs de déplacement des PDI	% de PDI
Affrontements entre éléments armés	55%
Crise politique (d'avant 2014)	14%
Conflits communautaires	12%
Inondations	8%
Crise liée aux élections de 2020	6%
Conflits liés à la transhumance	3%
Incendies, sécheresse	1%
Présence d'engins explosifs	1%

Motifs de retour de la majorité des retournés internes	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	80%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	14%
Regroupement familial	3%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	1%
Recherche d'opportunités économiques	1%
Autres (accès aux services de base, accès à l'assistance humanitaire au retour)	1%

Motifs de retour de la majorité des retournés de l'étranger	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	52%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	23%
Recherche d'opportunités économiques	13%
Discrimination en zone d'accueil	8%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	2%
Regroupement familial	1%
Autres (accès aux services de base, accès à l'assistance humanitaire au retour)	1%

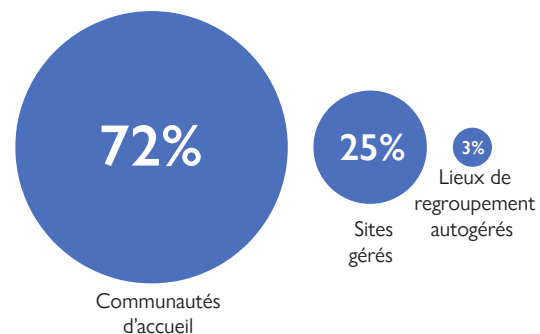
¹ La collecte de données a couvert 4 200 localités de présence de déplacés internes ou de retournés. Au total, 263 localités n'ont pas été évaluées car inaccessibles pour des raisons sécuritaires au moment de la collecte de données. Néanmoins, à des fins d'analyse, les effectifs de déplacement et de retour répertoriés dans ces localités lors du round 17 de la DTM ont été pris en compte dans l'estimation totale de la population déplacée interne et retournée.

² Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

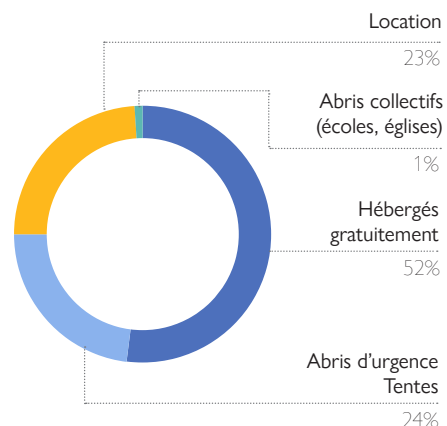
³ Le calcul de l'évolution des déplacements entre le round 17 (décembre 2022) et le round 18 (mai 2023) est relatif à la même zone géographique couverte lors des deux rounds DTM successifs. La sous-préfecture de Mongoumba (dans la préfecture de Lobaye) a été exclue du calcul de l'évolution car non couverte pour des raisons d'inaccessibilité lors du round 17. Cette sous-préfecture a été couverte pour la première fois par la DTM lors de ce round 18.

APERÇU DES DEPLACEMENTS

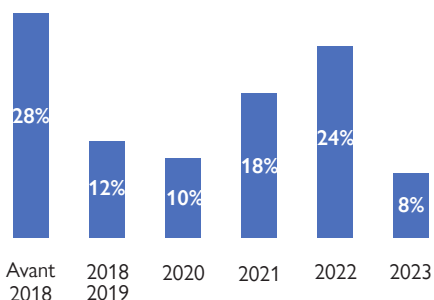
Répartition des ménages PDI par milieu de déplacement (communauté d'accueil/sites)³ :



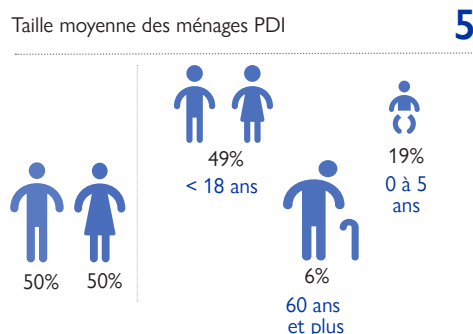
Répartition de ménages PDI, par type d'hébergement :



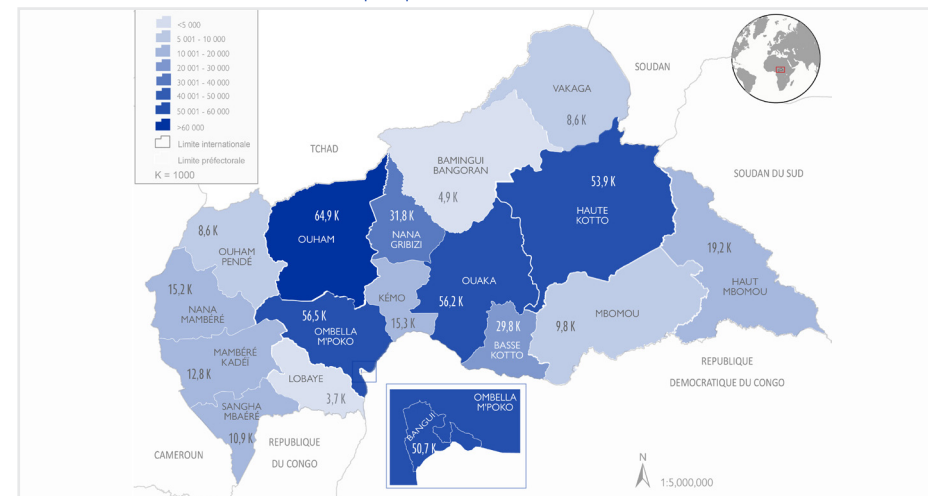
Répartition des individus PDI, par année de déplacement :



Composition démographique des PDI⁴ :



Nombre / concentration des PDI par préfecture⁵



La DTM a répertorié 452 761 personnes déplacées internes (PDI) (93 606) ménages à l'échelle nationale. Les nouveaux déplacés depuis le round DTM précédent (décembre 2022) sont estimés à 35 633 individus ayant effectué leur déplacement entre janvier et mai 2023. Toutes les préfectures du pays ont accueilli une nouvelle vague de PDI en 2023. Les nouveaux déplacements internes ont été plus importants dans l'Ouham (8 886), la Vakaga (4 204), la Basse-Kotto (3 410), la Ouaka (3 385) et la Haute-Kotto (3 365). Les préfectures d'Ombella-Mpoko, Bangui, Haut-Mbomou, Sangha-Mbaere, Nana-Mambere et Ouham-Pendé ont accueilli entre 1 000 et 3 000 nouveaux PDI tandis que le reste des préfectures ont accueilli moins de 700 nouveaux PDI par préfecture. Cette nouvelle vague de déplacements a été engendrée par l'activisme de nouveaux groupes armés, les affrontements continus entre groupes armés non-étatiques rivaux et contre les Forces Armées Centrafricaines (FACA), les conflits liés à la transhumance et à la détérioration de la situation sécuritaire au niveau de la frontière avec le Tchad dans la partie Nord-Ouest du pays. Le nombre total de PDI a globalement augmenté de 2 pour cent par rapport au round précédent (décembre 2022). Cette hausse a été plus importante dans les préfectures de Lobaye (+30%), Ouham (+18%), Haut-Mbomou (+9%) et Nana-Mambere (+7%). L'Ouham a connu une recrudescence des affrontements armés ayant entraîné de nouveaux déplacements, plus particulièrement dans les sous-préfectures de Bossangoa et de Markounda. Dans la préfecture de Haut-Mbomou, l'activisme d'un nouveau groupe armé non-étatique actif dans les sous-préfectures de Bambouti et Obo (commune de Mboki) a entraîné une hausse des déplacements et la fuite des populations vers Zemio. Malgré cette tendance à la hausse au niveau national, certaines préfectures ont connu une baisse par comparaison au round précédent telles que la Nana-Gribizi (-13%), la Vakaga (-6%), l'Ouham-Pendé (-5%) et le Bamingui Bangoran (-5%) en raison d'une meilleure perception de la situation sécuritaire en zone d'origine après la reprise du contrôle par l'armée. Concernant le milieu de déplacement, 72 pour cent des PDI sont dans les communautés d'accueil contre 28 pour cent dans les sites de déplacement.

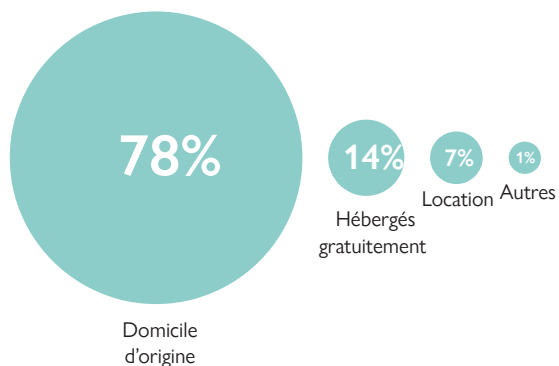
³ Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

⁴ Les informations démographiques ont été estimées sur la base d'un échantillon aléatoire constitué de 14 459 ménages PDI dans les localités d'accueil des PDI. Les données démographiques ont permis de répertorier le nombre d'individus (hommes / femmes) par tranche d'âge : 0 à 5 ans, 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, 18 à 59 ans et 60 ans et plus.

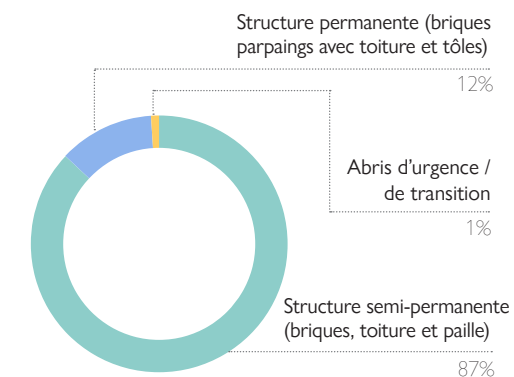
⁵ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

APERÇU DES RETOURS

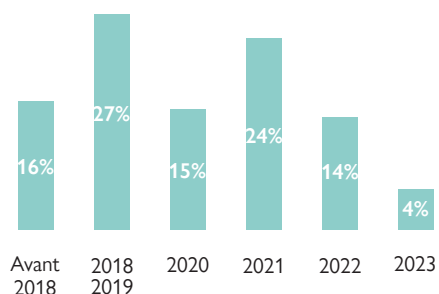
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'hébergement :



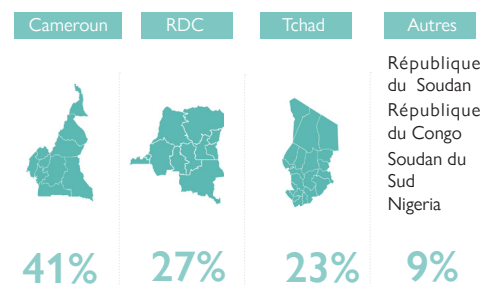
Constitution des abris de la majorité des retournés, par proportion de localités :



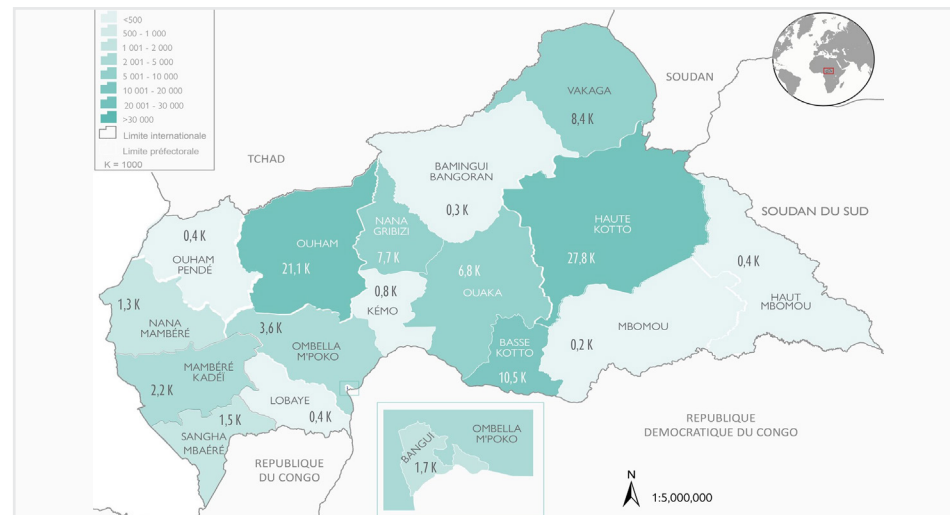
Répartition des individus retournés internes par période de retour :



Répartition de la majorité des retournés de l'étranger selon le pays de provenance, par proportion de localités :



Nombre de retournés internes ayant effectué le retour en 2023 (entre janvier et mai)⁷



La DTM a répertorié au niveau national 2 063 885 retournés internes et 503 019 retournés de l'étranger. Les nouveaux retournés internes depuis le round DTM précédent (round 17, décembre 2022) sont estimés à 94 956 personnes et les nouveaux retours de l'étranger à 20 392 individus entre janvier et mai 2023. Les nouveaux retours internes ont été plus importants dans les préfectures de Haute-Kotto (27 761 personnes), Ouham (21 079) et Basse-Kotto (10 536). Parallèlement, les nouveaux retours de l'étranger ont été plus significatifs dans l'Ouham (5 696), la Mambere-Kadei (4 060) et la Sangha-Mbaere (2 105). Les zones de concentration des retours enregistrés en 2023 sous-tendent l'importance des déplacements pendulaires. En effet, au cours du premier semestre 2023, l'Ouham a connu une importante nouvelle vague de déplacements et de retours sur la même période. Ceci s'explique par les déplacements pendulaires de courte durée (dans la brousse) suivis de retours dès le retrait des groupes armés au niveau des villages ayant subi des attaques ou des menaces. Les retours ont connu une hausse significative depuis le round DTM précédent (décembre 2022). Cette augmentation a atteint 5 pour cent pour les retours internes et le même pourcentage (5%) pour les retours de l'étranger. La hausse s'explique principalement par l'occurrence des déplacements pendulaires de courte durée corrélée à la relative amélioration de la situation sécuritaire après le retrait des éléments armés et par les faibles conditions de vie dans les zones d'accueil des PDI. En plus de ces facteurs, la crise soudanaise a fait augmenter les retours de l'étranger dans les préfectures frontalières avec le Soudan (la Vakaga et la Haute-Kotto). La Vakaga a notamment connu une hausse des retours de l'étranger de 9 pour cent en provenance du Soudan. D'après le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), 4 701 centrafricains sont retournés du Soudan depuis le début de la crise, dans la ville d'Am-Dafock en RCA⁸. Les retours de l'étranger proviennent majoritairement du Cameroun dans 41 pour cent des localités, de la République Démocratique du Congo (RDC) dans 27 pour cent, du Tchad (23%) et du Soudan dans (4%).

⁷ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement ni sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

⁸ UNHCR. Sudan Situation - UNHCR External update 14. 19 June 2023.